

Énergie—Conservation

il m'a presque persuadé du contraire. Si cette méthode offre de réelles possibilités, toutes les nations du monde s'en rendront rapidement compte. Nous dépensons des sommes folles en travaux de forage, dans des régions comme le Grand nord, mais si la biomasse peut nous donner une source appréciable d'énergie, nous devons nous orienter dans cette direction.

Je voudrais aborder la question soulevée dans la motion du député de Don Valley (M. Gillies) sous deux aspects. Tout d'abord, il nous faudrait, à mon avis, examiner les difficultés éprouvées actuellement par tous les pays du monde et particulièrement par le Canada. De nombreuses voix et groupements canadiens ont fait tout un raffût là-dessus: les nationalistes, les écologues, les représentants de l'industrie du pétrole, les provinces qui disposent de ressources en pétrole et celles qui n'en ont pas, les consommateurs, l'industrie général et, à l'arrière-plan, l'orchestre dissonant des autres industries produisant de l'énergie, énergie hydroélectrique, énergie thermique, compagnies du gaz, compagnies d'extractions minières et leurs employés et les partisans de l'énergie nucléaire. Toutes ces récriminations, et j'estime que d'une certaine manière elles ont été utiles, doivent nous encourager à découvrir des origines de la crise et la manière dont les programmes de conservation peuvent aider le Canada à tenir au cours de la période de vaches maigres qui s'annonce. Je préciserai dans quelques instants.

Je voudrais simplement faire un bref rappel de la situation. Jusqu'à une période relativement récente, le Canada utilisait l'énergie avec la même prodigalité que tous les autres pays industrialisés. L'ignorance où nous étions au sujet de nos propres réserves pétrolières explique cela en partie. Nous pensions que leur existence virtuelle en énormes quantités nous permettait de les utiliser à notre gré. Nous ne connaissions ni les quantités exactes, ni ce qu'il nous en coûterait pour les exploiter. La demande croissante d'énergie et d'autres ressources, qui faisait monter les prix, explique aussi cette surconsommation de notre pétrole. L'initiative de l'OPEP de quadrupler le prix du pétrole en 1973 était donc prévisible, bien qu'à notre avis assez cruelle.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources était pratiquement le seul ministère du gouvernement à prendre conscience des conséquences de la pénurie croissante du pétrole à l'échelle internationale. On ne les a pas surpris en train de bailler aux corneilles; j'aimerais insister sur cela. Trois mois avant l'ultimatum de l'OPEP, le ministère avait annoncé la phase I d'une politique énergétique pour le Canada. Il avait reconnu le besoin de planifier rapidement en vue d'élaborer une politique à long et à court terme pour l'avenir—au moins 50 ans. Le ministère s'était rendu compte qu'il était devenu nécessaire pour notre pays d'utiliser ses ressources énergétiques, avec précaution et bon sens. Il avait compris que la conservation, terme nouveau dans le monde de l'énergie, devait constituer la politique permanente de notre gouvernement pour ce qui est de la consommation du pétrole et des hydrocarbures—en fait de toutes les formes d'énergie.

Les décisions de l'OPEP ont modifié brutalement le concept de l'utilisation de l'énergie et elles ont par ailleurs déclenché une crise économique. Le monde connaissait déjà une inflation chronique occasionnée par les demandes croissantes provenant même des pays en voie de développement. Il leur fallait des denrées et de l'énergie et celles-ci avaient été réparties très inégalement à travers le monde. Lorsque le prix d'une denrée rejaillit sur le marché international avec une telle rapidité, les problèmes de distribu-

tion et de consommation sont immédiatement décuplés. Nous nous souvenons tous de l'escalade brutale de l'inflation, même dans des économies prétendues stables. Il nous a fallu deux ans pour comprendre la situation et pour nous organiser face au chaos économique international. Cela nous a alors forcés à accepter l'inflation comme un mal qui chez nous ne saurait être combattu que si chaque groupe de notre société consent volontairement à respecter les directives réglementant des profits, les prix, les traitements et les salaires. Mais il s'agit là d'un autre sujet.

En 1973, ce choc brutal a obligé le gouvernement fédéral à se joindre aux provinces pour étudier de près les problèmes dans le cadre de notre organisation en confédération. En 1973, nous avions suffisamment de pétrole. C'est-à-dire que nous en produisions suffisamment pour répondre à nos propres besoins et même un peu plus. Nous savons tous que, faute de mode de transport reliant l'Ouest à l'Est, nous avons dû importer un million de barils par jour pour compenser nos exportations vers les États-Unis. Les gouvernements fédéral et provinciaux étaient très conscients de la nécessité de mettre en valeur nos propres ressources et de transporter le pétrole de l'Ouest vers l'Est, mais également de maintenir le prix du pétrole canadien au même niveau dans tout le pays, et si possible, en dessous du cours mondial. Nous devrions nous réjouir du fait qu'aujourd'hui, le prix canadien est inférieur de \$4 à \$5 le baril au cours mondial.

Une série de décisions ont été prises à l'issue des conférences fédérales-provinciales. On a pris des mesures temporaires pour le transport au Canada. Puis on a entrepris de prolonger le pipeline interprovincial de Sarnia à Montréal. Vous vous souvenez comment nous avons accéléré la mise en service de navires reliant la Colombie-Britannique à la Côte est par le canal de Panama. Le transport coûtait cher, mais nous pensions que le Canada pourrait bénéficier d'un prix unique pour le pétrole. Les recettes tirées du pétrole devaient être réparties de façon équitable entre les gouvernements, les producteurs et les consommateurs et l'on devait laisser suffisamment d'argent à l'industrie pétrolière à titre de stimulants et pour la prospection, la recherche et le développement. Lorsque je parle de recherche et de développement, je veux dire que les techniques d'extraction des sables bitumineux, de gazéification du charbon et de liquéfaction du gaz, les problèmes de pipeline entre le delta et le haut Arctique, restent à résoudre. Le pétrole exporté était censé se vendre au prix mondial, mais les Canadiens pourraient l'obtenir à meilleur compte. L'Office de répartition des approvisionnements d'Énergie devait entrer en fonctions dès le début de l'application du programme d'économie et être ainsi prêt à faire face à des crises éventuelles.

● (1700)

Les députés se souviennent-ils de ce long débat déchirant et inutile à propos de Pétrocan? Cette société a entre autres deux fonctions spéciales: décider de la rapidité d'exploitation des réserves de gaz naturel et de pétrole au Canada, et acheter du pétrole pour le Canada à un prix avantageux. En outre, on devait multiplier, pour ainsi dire, les usines d'uranium nucléaire et encourager les échanges et les réseaux de force motrice d'une province à l'autre. De plus, le ministère a établi un bureau de mise en valeur des ressources énergétiques. On entreprit un inventaire complet des ressources du Canada en uranium, houille, pétrole et gaz naturel. Pourtant, il y a encore des députés pour prétendre que nous n'avons rien fait. Le gouvernement est allé jusqu'à établir un bureau de la conservation de l'énergie qui coordonne les activités de toutes les organisations